

L'école est gratuite, vraiment ?

Payer pour occuper la salle de gym ? Ça existe. L'école n'est gratuite qu'en théorie. Les frais annexes creusent le fossé des inégalités.

La question de la gratuité et du vrai prix de l'enseignement est toujours d'actualité. Combien coûte une rentrée scolaire ? « Un tiers des dépenses se situe au moment de la rentrée, rien que pour le matériel scolaire », communiquait en son temps la Ligue des Familles qui avait passé au crible les dépenses de 36 ménages avec enfants. Le coût ? Il représente en moyenne 40 € pour un enfant en primaire ou maternelle. Mais les parents devront encore dépenser 80 € en moyenne tout au long de l'année. Et en secondaire ? Les photocopies et manuels scolaires (interdits dans le fondamental) alourdissent la facture : en moyenne 254 € de matériel scolaire.

Le coût des voyages scolaires

Si on y ajoute les frais de cantine, de garderie ou encore des voyages, ces frais deviennent considérables. Un exemple ? « Un coût important qui pose question, c'est celui de la garderie du temps de midi. De nombreuses écoles (pas toutes) facturent en effet la garderie de midi, alors que l'enfant mange uniquement ses tartines amenées de la maison. Si la garderie est payante, il faut compter en moyenne 0,85 € par temps de midi, soit 117 € par an. Une somme malheureusement légale, mais qui pose question : l'enfant devrait donc s'acquitter d'une sorte de droit de s'asseoir ! » Ces chiffres ne sont que des moyennes abstraites qui cachent bien des disparités entre les écoles. L'argent à déboursier pour telle ou telle activité, même si cela n'est jamais dit ou pensé explicitement, sert aussi à sélectionner les populations scolaires et

les aiguiller vers des écoles dites ghetto ou sanctuaire. Et peu importe que le réseau soit libre ou officiel. Les différences sont particulièrement flagrantes en ce qui concerne les frais réclamés pour les activités culturelles, sportives et les voyages scolaires. Ces derniers peuvent s'avérer particulièrement onéreux. Des parents ont déjà dépensé

jusqu'à 1.150 € par enfant en secondaire pour une seule semaine de voyage ! Le mythe de l'école gratuite, accessible à tous et qui ne fait pas de différence entre les enfants selon leur milieu socio-économique, prend alors un sacré coup de massue sur la tête.

On sait aussi que « certaines directions n'hésitent pas à demander de l'argent pour la location de la salle de gymnastique, les photocopies ou le journal de classe pourtant gratuit. D'autres signalent simplement qu'il faudra encore payer pour obtenir les diplômes et certificats de fin d'études ou l'impression des bulletins scolaires ! Une famille sur cinq serait confrontée à ces frais injustifiés. Sans oublier les exigences particulières de chaque enseignant qui font que les achats de fournitures se révèlent parfois compliqués. »

Recette miracle ?

Ce type de comportement participe à creuser le fossé entre les écoles dites huppées et les autres. « La Belgique francophone connaît de fortes inégalités scolaires. Parmi les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), c'est en Belgique francophone que la réussite scolaire est le plus fortement corrélée à l'origine socio-économique des élèves. Ces constats sont d'autant plus nets à Bruxelles », rappelait Bernard Delvaux, sociologue de l'éducation à l'université de Louvain-la-Neuve. « La pauvreté se concentre dans certains quartiers. Les communes du croissant pauvre de Bruxelles connaissent jusqu'à 30% de chômage. À l'autre extrême, Bruxelles draine une population internationale aisée. » Des régions des provinces de Liège et du Hainaut connaissent la même problématique. Conséquence ? « Une série d'écoles cumulent les handicaps : leur public est fragilisé, défavorisé. Elles recrutent presque exclusivement dans leur quartier... » Que faire ? Il n'y a pas de recette miracle et la mixité sociale imposée a montré ses limites. Un premier pas serait, selon les organisations de défense des familles, de mettre en place une facture unique et mensuelle pour tous les frais demandés par l'école. Objectif : que les parents sachent ce qu'ils doivent payer et pourquoi.